

# L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an . . . . . Fr. 4»—

Six mois . . . . . » 2»—

Trois mois . . . . . » 1»—

Pour l'Étranger le port en sus.

## Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE :

Un an . . . . . Fr. 8»—

Six mois . . . . . » 4»—

Trois mois . . . . . » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

### Hœdel, Nobiling, et la propagande par le fait.

L'Avant-Garde étant le seul journal au monde qui n'ait pas insulté Hœdel et Nobiling, le seul qui n'ait pas éprouvé le besoin de protester en principe contre le régicide, nous croyons utile de dire à nos lecteurs toute notre pensée sur les deux dernières tentatives de l'avenue des Tilleuls, et de les classer dans le mode de tactique auquel elles appartiennent.

Mais pour cela, il nous faut prendre les choses d'un peu haut. On nous le pardonnera.

Du onzième siècle au temps où nous sommes, la bourgeoisie libérale a lutté pour instaurer dans le monde un nouveau système politique et social. Le côté économique de son programme (remplacement de l'antique propriété fédérale par la propriété individuelle moderne) est un fait accompli; appuyée sur le peuple, elle lutte encore dans les trois-quarts de l'Europe pour en réaliser le côté politique, qui consiste dans la substitution complète du système électif au système du droit divin, ou s'il faut nous exprimer en langage plus simple, dans la destruction de la monarchie et dans l'établissement de la république.

Un homme qui a feuilleté quelque peu d'histoire, une histoire seulement, celle de France par exemple, ne soutiendra pas que la diffusion de l'idée républicaine ait été toute pacifique. Il saura qu'à côté des démonstrations théoriques ont surgi un bon nombre de démonstrations pratiques. Nier ce fait de pure observation, ce serait ignorer le caractère républicain de nos héroïques petites communes du moyen-âge, dénaturer la portée politique de cette série de mouvements insurrectionnels qui se sont développés dans la capitale depuis Etienne Marcel jusqu'à Hébert; ce serait nier l'héroïsme de Barbier, refuser du dévouement à Blanqui, et à Flourens du courage; ce serait enfin prétendre que jamais Fieschi n'a dirigé de machine infernale contre la poitrine de Louis-Philippe, et qu'Orsini n'a pas jeté de bombes fulminantes sous les pas du dernier des Napoléon.

Son tour venu, le prolétariat entre aussi dans la lice. Il apporte avec lui sa conception économique: la propriété collective, et le système politique qui découle tout naturellement de ce mode nouveau d'appropriation: la fédération libre des groupes et des individus. Maintenant il faut répandre ces principes. Nous ne nierons certainement pas la propagande faite par nos journaux, par nos brochures, par la parole ardente et

convaincue de nos orateurs, mais nous demandons qu'on tienne compte de l'immense retentissement qu'a produit dans le monde la dernière Commune de Paris.

Oui, nous surprenons dans l'histoire ce fait incontestable: l'idée marche en s'appuyant sur deux forces qui se complètent: le rayonnement de l'acte, la puissance de la théorie.

Et si l'une de ces forces fait plus que l'autre, c'est l'Acte et non pas la Théorie.

Il est d'ailleurs facile de le comprendre.

Que l'on réfléchisse aux obstacles que l'on rencontre pour pénétrer les masses d'une pensée nouvelle! même, si l'on a à sa disposition — ce qui n'est pas le cas pour l'ouvrier — des orateurs nombreux, des écrivains en assez grand nombre, des brochures fréquentes et des journaux quotidiens!

Voilà un homme qui pendant 12 heures a senti au niveau de son épaule la main de son contre-maître, voilà un homme qui pendant douze heures a risqué ses membres en les sentant frôler par les rouages de la machine, un homme dont l'attention a dû sans cesse être en éveil, et les muscles sans cesse en mouvement; il rentre chez lui, que pensez-vous qu'il désire? des brochures, des journaux, de gros livres? Oh, que non pas! ce qu'il veut, ce sont quelques instants de joie en famille, quelques heures de repos au foyer. Beaucoup même n'aspirent qu'à deux choses, la soupe et le lit, nourriture et sommeil.

Et qu'on ne dise pas que pour avoir raison, nous broyons à dessein, du noir sur le tableau. Les résultats de cet état de choses sont là palpables; ouvrez les yeux et regardez:

Comptez les abonnés ouvriers de toutes les feuilles, comptez les ouvriers acheteurs de brochures, comptez les ouvriers qui fréquentent les assemblées, et faites le total. Comptez maintenant la foule des travailleurs et comparez. Vous ne trouverez pas un ouvrier sur mille qui puisse se développer sérieusement, et s'instruire théoriquement.

Eh bien! Fieschi tire sur un roi sa machine infernale; Orsini sème de bombes la route d'un empereur; Hœdel tire et manque, Nobiling tire et blesse. Un point d'interrogation se dresse immédiatement partout, sur la place publique, dans la rue, au foyer, sous le chaume et dans la mansarde. Nul ne peut rester froid, demeurer indifférent. Pour ou contre, tout le monde s'agite. Que veulent donc ces assassins dit l'ouvrier qui va à la fabrique comme le paysan qui va à sa charrue? ils ne veulent plus de rois, plus

d'empereurs? que mettront-ils donc à la place? La république, parbleu! dit un passant.

On arrête le passant, mais le coup est donné, l'ébranlement est produit.

Que maintenant Orsini meure sur l'échafaud; que Fieschi, comme une bête blessée, soit retrouvé aux traces que laisse son sang qui coule; que Nobiling mourant gémissant sous le sabre d'un lâche, et sous la main d'un juge à la Torquemada tripotant ses linges ensanglantés, qu'importe! partout on discute la république, et quand on discute la république, la république s'établit.

Mais voici un fait plus puissant encore parce qu'il est plus compréhensible. Une commune proclame son indépendance en face du pouvoir central, et des hommes républicains comme en 1792, socialistes déjà comme en 1871, installent, organisent, font fonctionner le système social et politique de leur choix. Là aussi un ébranlement puissant sera produit. Mais tout à l'heure on pouvait prétendre que les « assassins » étaient payés par le prêtre, par la police ou l'étranger; qu'ils étaient des ambitieux ou des fous; on pouvait dénaturer leurs actes? Que répondre maintenant au fonctionnement devant tous d'un système politique social nouveau? Le juger, oui, le combattre, aussi, mais le calomnier avec succès, cela devient presque impossible. Les noms d'Orsini, de Fieschi, de Nobiling, resteront toujours un peu obscurcis dans l'histoire; on peut trop aisément les confondre avec les Jacques Clément et les Ravallac, tandis que dans les reflets sanglants de ces mots « Commune de Paris » tout enfant qui sait lire, lira son avenir.

Tels sont les faits que l'histoire enseigne. Voyons maintenant de leur appliquer la méthode que doivent employer les socialistes de l'école scientifique. Cette méthode consiste à observer scrupuleusement les phénomènes sociaux, à entraver la marche de ceux qui nuisent à la propagande socialiste, à aider la production de ceux qui favorisent cette propagande, et, si possible — à reproduire ces derniers.

Nous voyons la propagande théorique insuffisante, nous voyons la propagande pratique, puissante même quand elle n'est pas voulue, nous cherchons à inaugurer une propagande par le fait non plus inconséquente, mais voulue.

C'est tout simple, seulement nous choisissons.

Nous choisissons les meilleurs parmi les moyens de propagande théorique? il est évident que nous montrons la même circonspection, et beaucoup plus de prudence,

dans le choix de l'acte à accomplir pour faire de la propagande pratique. Nous n'avons pas armé le pistolet de Hœdel, ni glissé des chevrotines dans la carabine de Nobiling, parce que nous savions d'abord que le régicide est une propagande purement républicaine, ensuite qu'il est trop facile de dénaturer les intentions des exécuteurs. Si nous avions voulu faire une propagande purement républicaine, nous n'eussions pas tué un roi, nous eussions fait une commune républicaine. Anarchistes, nous avons fait un 18 Mars à Berne pour prouver aux ouvriers suisses qu'ils n'ont pas la liberté de manifestation; les ouvriers suisses ont compris. Anarchistes, nos amis italiens ont promené la destruction de l'Etat à Letino, à San Lupo, à Gallo; les paysans de ces contrées ont compris. Si Hœdel et Nobiling avaient été des anarchistes conscients, ils eussent attendu quelque temps encore et ils auraient fait plus et mieux.

On nous objectera que Hœdel, que Nobiling, sont non pas des républicains purs, mais des démocrates-socialistes. Malgré toutes les dénégations des officiels du parti, nous reconnaissons que telle est la vérité. Mais, nous ferons observer une fois encore qu'en Allemagne les deux partis: républicains-radicaux et socialistes sont confondus dans un seul et vaste ensemble. Ces deux partis ne se scinderont comme ils l'ont fait en Suisse, en France, et ailleurs que lorsque une République bourgeoise allemande aura des chances de s'établir. Voilà pourquoi le parti allemand s'appelle inconsciemment ou non: démocrate-socialiste, et non pas comme nous: socialiste tout court, socialisme supposant démocratie réalisée au moins dans les idées.

Nobiling donc est démocrate-socialiste. Mais au lieu d'être *démocrate-socialiste* il est *démocrate-socialiste*. Et, il n'est pas seul dans son parti qui soit dans ce cas. Ce qui est sorti de son fusil, c'est une *propagande républicaine*; toute *propagande purement socialiste* est resté au fond.

## Correspondances.

### France.

On nous écrit de Paris :

« J'aurai bientôt fait de vous communiquer tout ce qu'il y a eu d'intéressant, cette quinzaine, dans le mouvement socialiste français. Rien, où presque rien. La grève des typographes continue; un journal républicain-révolutionnaire « le Père Duchêne » a été lancé par Buffenoir et saisi aussitôt; enfin quelques démocrates socialistes parisiens ont songé à poser la candidature du vieux Blanqui dans l'arrondissement que la mort du colonel Denfert laisse sans député.

En revanche, le mouvement politique bourgeois a été fort bruyant. Centenaire de Voltaire, glorification de Jeanne d'Arc, processions supprimées, pétition Labordère, .. etc... etc... Tout ce bruit pour nous, tient en deux mots: certitude que de longtemps en France nous n'aurons aucune liberté; probabilité d'un *pronunciamiento* pour le lendemain de la clôture de l'Exposition, si même ce n'est pas avant qu'on l'essaye.

Ne vous figurez pas, en effet, que « le soleil de la liberté luit au plafond de la R. F. » comme l'appellent nos droitiers. Dans notre république, il n'y a même pas de li-

bertés pour les bourgeois. Jugez donc s'il en reste après pour les socialistes!

Vous vous plaignez, en Suisse, de ce que le 18 Mars on ne vous laisse pas promener votre drapeau rouge dans les rues de votre ville fédérale? ici, on ne laisse même pas sortir le drapeau national. Nous vous considérons comme relativement très-heureux; d'abord, une première fois, vous vous êtes payé le plaisir de distribuer des taloches à la police; ensuite, une seconde fois, vous vous êtes tordu les côtes de rire en face d'une mise en état de siège digne de figurer dans une « grande duchesse de Géroldstein. » Tous ces loisirs, hélas! ne sont pas faits pour nous, et la privation de libertés publiques que nos bourgeois supportent assez patiemment, ne nous console pas de celles que nous subissons.

Ecoutez ceci. Messieurs les républicains bourgeois rassurés sur le sort de leur république du grand-monde veulent être un régime. Etre un vrai régime voilà leur idéal. Ils ont eu *leur* Exposition universelle? il leur fallait *leur* fête nationale et ils ont choisi la célébration du centenaire de l'homme qui a le mieux personnifié leur esprit libertin dans la *Pucelle* et dans *Candide*, leurs caprices frondeurs dans ses œuvres philosophiques, leur partialité historique dans le *siècle de Louis XIV*. Notre bourgeoisie est voltairienne et elle a voulu le faire voir. Mais le gouvernement est intervenu. Il a défendu toute inauguration de statue, toute promenade pacifique, et la fête a eu lieu claquemurée dans un théâtre et dans un cirque, lieux, soit dit en passant, assez bien choisis pour les comédiens et les bateleurs qui brillaient en nombre parmi les meneurs de tout ceci.

Madame la duchesse de Chevreuse, Madame la comtesse O. Q., Madame la baronne P. T., Madame la marchande V. C., boulotteuses de crevettes et videuses de poissons ont voulu protester contre l'insulte faite à la France catholique. Ces dames du grand-monde, du petit monde, du demi-monde, de tous les mondes réunis, ont annoncé l'intention de déposer des couronnes aux pieds de Jeanne d'Arc avant d'aller déposer à ceux des autels leurs larmes et leurs gémissements. Le gouvernement est intervenu et a interdit cette promenade. Et de deux!

Notre gouvernement est donc parfaitement impartial puisqu'il a assuré aux deux partis l'égalité dans l'absence de liberté. Egalité de taloches entre ceux qui avec Victor Hugo, voulaient « célébrer Voltaire qu'ils avaient jadis trainé aux gémonies » et ceux qui, descendants de *Cauchon* évêque de Beauvais voulaient « adorer Jeanne d'Arc qu'ils avaient brûlée. »

Madame la Duchesse de... je ne sais plus ton nom et n'ai pas le temps de le chercher, s'est consolée bien vite en faisant remarquer malignement qu'on ne jouit d'aucune liberté quand on est en république; et M. Spuller, ce phonographe de M. Gambetta, a fait remarquer à la tribune d'un air qui voulait être malin que les affaires de son parti avancement et il a ajouté: « Qui vivra, verra! »

Verra quoi? un coup d'Etat? c'est possible.

La pétition Labordère a été discutée devant la chambre. Elle démontre aux yeux les moins clairvoyants que le 14 novembre 1877, quelque temps après la défaite électorale des hommes du 16 Mai et le triom-

phe de ceux de notre république, un coup d'état était parfaitement prêt. Les ordres arrivaient directement aux chefs de corps par des envoyés spéciaux du ministère, les colonels ne prenaient plus la peine de nier, et l'on sommait déjà les soldats de tirer sur les enfants et sur les femmes. Labordère a protesté et l'affaire a été éventée à Limoges. Eh bien! les chefs militaires qui étaient en place, au ministère, dans les bureaux, à la tête des corps, y sont encore aujourd'hui; le chef d'état major Miribel qui a tout organisé est chef d'état major, et si Rochebouët n'est plus ministre, Borel qui le remplace vient d'envoyer balader toute la gauche, coupable d'attaquer un brigadier de gendarmerie fauteur d'arrestations illégales.

Ajoutez à cela l'agitation cléricale qui recommence, les évêques qui retonnent, les missives du St-Père qui repleuvent, le langage des journaux, la gaité des droitiers, et vous direz comme nous qu'avant la mise en accusation des ministres du 16 Mai et l'affermissement de la république par le renouvellement sénatorial du mois de Janvier 1879, un coup de chien est probable.

La probabilité d'un coup d'état repose d'ailleurs sur des motifs empruntés à la physiologie. On remarque qu'il y a pour les crimes, ces maladies sociales, des épidémies comme pour certaines maladies du corps humain. Quand une femme a été coupée en morceaux, toutes les femmes que l'on tue sont coupées en morceaux! Eh bien! depuis quelque temps nos calotins font ouvrir par le boucher du coin le ventre des femmes enceintes afin, disent-ils, de baptiser le petit! nous craignons que des calotins de haut lignage ne fassent ouvrir par le boucher qui nous gouverne, le ventre de la République, histoire de voir ce qu'elle a dedans.

Mais que de nez à la Veuillot il y aurait, s'il en sortait par bonheur la révolution sociale, de ce ventre!

FRANCE. — Une lettre que nous recevons au moment du tirage nous apprend que notre ami Costa est malade. Nous savions de plus que l'appel qu'il avait fait a été rejeté, et la première condamnation maintenue.

### Allemagne.

On nous écrit de Berlin :

« Charles Nobiling est un homme de 30 ans environ, aux traits fins quoique énergiques, à la figure intelligente et ouverte. Né le 10 avril 1848 à Kollno (Province de Posen) il a reçu une éducation très soignée: élève distingué du gymnase de Züllichau, un des étudiants les plus instruits des universités de Halle et de Leipzig, il a été reçu docteur en philosophie en 1876.

Nobiling était socialiste et il l'était avec passion. Abonné à plusieurs journaux, fréquentant les réunions ouvrières, le gouvernement l'a rangé immédiatement dans les rangs du parti démocrate-socialiste. De son côté le journal *La Presse libre de Berlin* (organe du parti) repousse de toutes ses forces une solidarité dangereuse et a inséré la dépêche suivante:

« Nobiling est libéral-national et a collaboré à la correspondance sociale de Bœhmert. Il nous a combattu dans les réunions ». Cette dépêche est tout simplement une petite infamie, et de ce que Nobiling n'était pas de « la Chapelle » il ne s'en suit pas qu'il fut libéral-national.

La tentative de Nobiling nous semble aussi inutile que celle de Hœdel, mais il ne faut pas insulter un socialiste par le seul motif qu'il ne pense pas comme nous et n'apprécie pas les choses de la même façon. A une personne qui lui jetait à la tête cet éternel argument des réactionnaires imbéciles : « pourquoi ne partagez vous pas votre argent entre vos corréligionnaires politiques ? » Nobiling répondit : « A quoi bon si je suis le seul à opérer ce partage ? Ah ! si jamais on se décide à réaliser une liquidation sociale, soyez sûr que ce n'est pas moi qui m'y refuserai. » N'est-ce pas là le langage d'un socialiste ?

Voici maintenant quelques détails sur la tentative elle-même. Ils pourront intéresser vos lecteurs.

Vers trois heures de l'après-midi, au moment où l'empereur passait en voiture découverte dans cette même allée des Tilleuls, où il fit dernièrement avec Hœdel une aussi dangereuse rencontre. Nobiling paraît à une des deux fenêtres de son appartement une carabine Dreyse en mains. En chasseur passionné, Nobiling a chargé son arme avec du plomb n° 4 et des chevrotines, comme on procède habituellement lorsqu'on va « tirer la grosse bête » comme on dit en style de vénerie. Il vise l'empereur, il tire ; au premier coup il blesse Guillaume à la joue, au second il l'atteint au dos, au cou, aux membres.

Pendant qu'on ramène l'empereur dans son palais avec sept blessures au bras droit, vingt au bras gauche, six au dos, huit à la tête et au visage, on envahit l'appartement de Nobiling pour l'arrêter. Quand la porte de sa chambre a été ouverte, on a vu Nobiling appuyé à la poignée, et revolver à la main. Le maître de l'hôtel s'avance, il reçoit une balle au cou ; le second visiteur est tiré et manqué ; alors Nobiling se tire un troisième coup à la tempe droite, et enfin un quatrième. Alors un officier du 82<sup>me</sup> régiment trouve utile et courageux d'asséner un coup de sabre sur la tête au malheureux mourant.

Comme bien vous pouvez le penser, le parti démocrate-socialiste a été injustement rendu responsable de cette nouvelle tentative. Des perquisitions ont été faites dans les bureaux de ses journaux et au domicile de plusieurs de ses membres ; en outre un certain nombre d'arrestations ont été opérées.

On nous écrit de Berlin :

« Comme j'é vous le faisais prévoir dans ma dernière lettre le gouvernement ne se fait pas faute d'abuser du blanc-seing qu'il s'est fait accorder par le parlement lors du rejet de son projet de loi. De tous côtés, il traque sans pudeur les socialistes.

A Munich, des ouvriers cordonniers étaient en réunion. Les gendarmes entrent en compagnie de mouchards et après avoir confisqué tous les livres, inscrivent les noms des personnes présentes, ils dissolvent la réunion. On sort, et on s'aperçoit que la salle est entourée de gendarmes ayant bayonnette au fusil. A cet aspect un jeune homme s'étonne et demande si l'état de siège est proclamé à Munich ; il est saisi et emmené. A Wiesbade, l'association électorale est dissoute. A Magdebourg, une réunion est interdite. A Cologne, sous le prétexte qu'un apprenti de 16 ans est dans la salle, la police dissout une réunion dans laquelle le député Fritzsche devait parler. A

Chemnitz, on n'hésite pas à arrêter un député, M. Most. Most allait rendre compte de son mandat à ses électeurs, et comme on lui avait défendu de dire un mot du projet de loi rejeté par le parlement, il louvoyait assez habilement par les écueils. A un mot, le commissaire de police déclare que l'orateur est sorti de l'ordre du jour et dissout la réunion. Most alors pousse le cri « Vive la démocratie-socialiste » et est arrêté.

Les patrons se mettent aussi de la partie, et profitant de la crise qui sévit en Allemagne, ils renvoient de leurs ateliers les ouvriers soupçonnés de socialisme. Un seul fabricant-cigariier du district de Minden, en a congédié 40.

On craint beaucoup que le congrès annuel du parti ne soit empêché de se réunir. Comme je vous l'ai écrit en son temps, ce Congrès devait se tenir à Gotha du 15 au 18 Juin. L'ordre du jour est ainsi conçu : 1° Rapport du Comité central électoral socialiste d'Allemagne sur la propagande faite par le parti dans les douze derniers mois. — 2° Rapport des députés socialistes au parlement sur le rôle rempli par eux dans cette assemblée. — 3° Discussion sur la situation du parti socialiste vis-à-vis de l'administration gouvernementale et communale. — 4° Situation de la démocratie socialiste vis-à-vis de la protection et du libre-échange. — 5° La propagande socialiste. — 6° La presse socialiste.

Si la tenue du Congrès était interdite à Gotha, le bruit court parmi les membres du parti qu'il se réunirait à Brême ou à Hambourg. Le *Tagblatt* de Berlin prétend même savoir, que s'il ne pouvait avoir lieu dans aucune de ces localités, les socialistes loueraient un bateau à vapeur et tiendraient leur réunion sur un point quelconque de la mer du nord.

— Le prince impérial d'Allemagne, *faisant fonction de roi*, non pas « Sous les tilleuls » mais dans le palais de son père, a proposé au Conseil fédéral de dissoudre le Reichstag qui n'offre pas assez de garanties à la réaction. Le Conseil fédéral a voté cette dissolution et déjà divers partis se sont mis en campagne pour les élections prochaines. — La municipalité de Gotha avait déclaré qu'aucune loi ne lui permettait d'interdire dans la ville la tenue du Congrès socialiste ; mais, un ordre est venu d'en haut et le Congrès a été interdit.

### Italie.

On nous communique un Manifeste adressé à tous les internationaux et à tous les révolutionnaires par la *Regione Pugliese* de la fédération italienne de l'Association Internationale des Travailleurs. L'étendue de ce document ne nous permet pas de le publier *in extenso* ; nous devons nous borner à le résumer brièvement.

Le manifeste fait d'abord ressortir l'impuissance des partis politiques pour l'émancipation des masses ; il montre la Suisse, la France, l'Amérique, rongées quoique en république par les mêmes maux économiques que les monarchies ; il conclut qu'il ne faut espérer l'émancipation des travailleurs que des travailleurs eux-mêmes.

Après avoir fait ressortir la puissance de l'Internationale qui a résisté à toutes les ironies, à toutes les attaques, à toutes les proscriptions, il dit que cette association n'a pas de dogme. Il parle des *desiderata*

des socialistes : solidarité, propriété collective, négation gouvernementale, émancipation du fils, émancipation de la femme, etc....

« L'humanité — écrit-il — a aboli et l'esclavage et le servage ; elle abolira aussi le salariat. A la propriété individuelle succèdera la propriété collective : au capitalisme actuel le socialisme.

L'humanité a combattu pour la liberté de la pensée, pour la liberté de conscience, pour la liberté du travail ; elle combattra aussi pour la liberté en tout et pour tout. Au gouvernement succèdera l'anarchie.

« L'humanité s'est toujours insurgée contre la justice légale, au nom de l'équité ; elle se révoltera contre l'autorité au nom des lois naturelles. A l'action légale de l'autorité succèdera la révolution. »

Le manifeste se termine enfin par un chaud appel à tous les ouvriers de la région.

— La cour de cassation de Naples a décidé, le 5 juin 1878, que les socialistes italiens qui ont fait partie de la bande dite du Matese, qui ont essayé à S. Lupo, à Lettino, à Gallo de faire comprendre aux paysans notre programme, ne sont pas coupables d'attentat contre l'Etat, mais qu'ils ont agi sous l'influence de mobiles personnels ; qu'ils ont obéi à leur passion de l'orgie, et à la soif du sang.

Les membres de la fédération napolitaine protestent contre ce verdict plus grotesque encore que révoltant, dans un manifeste qu'ils signent tous de leurs noms.

### Espagne.

On nous écrit de Barcelone :

« Nous avons été à deux doigts d'une révolution politique, et il ne m'est pas prouvé qu'elle ne soit pas simplement ajournée. Que ce soit quelques jours plus tôt ou plus tard, on ne doute pas en tous cas que bientôt la monarchie ne s'écroule pour toujours.

Cette révolution ne sera que politique, au moins dans la pensée des initiateurs du mouvement. Dans la coalition entrent tous les républicains — à l'exception de Castelar et des « possibilistes » — Ruy Zorilla, et même Sagasta et le duc de la Torre, qui tenus éloignés du pouvoir par Canovas del Castillo, reviennent décidément à la République. Le mouvement se ferait par un *pronunciamiento* militaire. Beaucoup de généraux seraient de la conspiration et quelques-uns, à ce que l'on m'affirme, déjà à leur poste.

Peuplement ces « Messieurs » se défient du peuple et là peut-être est la cause que leur projet n'a pas été mis ou ne sera pas mis à exécution. Dès le premier moment ils ont résolu de prendre d'énergiques mesures pour empêcher un débordement populaire, et éviter que le mouvement ne dépasse les limites dans lesquelles ils pensent l'enfermer et le contenir.

Les « intransigents » qui conspirent avec eux, veulent au contraire se venger tout d'abord des souffrances et de l'oppression que leur ont imposées les partis réactionnaires ; et pour cela ils veulent exercer des actes de représailles. Leur plan est le suivant : Laisser le peuple un jour ou deux libre d'abattre les têtes des réactionnaires les plus connus, et même l'exciter à cela ; et ensuite constituer une *Junta revolucionaria* qui désavouera hautement les excès qu'elle aura secrètement provoqués.



Quant à nous . . . vous trouverez bon que je ne communique pas encore nos intentions à vos lecteurs.

Voilà mon devoir de correspondant accompli. Que ces projets de républicains bourgeois se réalisent ou non, il faut qu'ils soient connus de nous tous. En tous cas soyez certains que la république se montre nettement pour tous à l'horizon de la politique espagnole.

## VARIÉTÉS

(Extrait d'une traduction inédite de la brochure de Michel Bakounine sur le gouvernementalisme et l'anarchie.)

(Suite)

Cependant les classes possédantes avaient un peu raison. Ce qui poussait les ouvriers des villes n'était pas le patriotisme pur, dans le sens ancien et intrinsèque du mot. Le patriotisme réel est un sentiment sans doute très-respectable, mais en même temps trop étroit, exclusif, anti-humain, parfois même brutal. Celui-là seul est un patriote logique, qui non seulement aime passionnément sa patrie et tout ce qui la touche, mais qui de plus hait aussi passionnément tout ce qui y est étranger comme font par exemple nos slavophiles.) Le prolétariat Français n'avait pas conservé même les traces de cette haine. Dans les dix dernières années au contraire, — on peut même dire depuis 1848 et même avant, — sous l'influence de la propagande socialiste, il s'était développé en lui un sentiment fraternel pour les prolétaires de tous les pays, en même temps qu'un sentiment égal d'indifférence vis-à-vis de la soi-disant grandeur et gloire de la France. Les ouvriers français étaient opposés à la guerre entreprise par le dernier Napoléon, et à la veille de cette guerre ils déclarèrent hautement, dans un manifeste signé par les membres de l'Internationale parisienne, leurs sentiments sincèrement fraternels pour les ouvriers d'Allemagne. Quand les armées allemandes entrèrent en France ils s'armèrent, non pas contre le peuple allemand, mais contre le despotisme militaire allemand.

Les événements de 1870-71 l'ont parfaitement démontré. Oui, dans toutes les villes de France, le prolétariat réclamait la levée en masse pour marcher contre les allemands et il n'est pas douteux qu'il aurait réussi à mettre ce projet à exécution s'il n'avait pas été paralysé, d'un côté par la peur lâche et la trahison générale d'une bourgeoisie qui préférerait mille fois se soumettre aux prussiens que de laisser des armes dans les mains des ouvriers, et d'un autre côté par la réaction systématique du « Gouvernement de la défense nationale » à Paris et en province, et par l'opposition anti-populaire du patriote dictateur, M. Gambetta.

Mais en s'armant, dans les limites possibles dans ces conditions, contre les conquérants allemands, les ouvriers français étaient parfaitement convaincus qu'ils allaient combattre autant pour la liberté et les droits allemands que pour leur liberté et leurs droits propres. Ils se souciaient fort peu de la grandeur et de l'honneur du gouvernement français, mais beaucoup de la victoire du prolétariat contre cette force militaire détestable qui, dans les mains de la bourgeoisie est une arme d'asservissement. Ils haïssaient les troupes allemandes, mais comme troupes et non pas parce que allemandes. Les armées dont M. Thiers s'est servi contre la Commune de Paris étaient des armées

\* Ces slavophiles veulent proscrire de leur pays tout ce qu'il a emprunté à la civilisation occidentale et réintroduire les coutumes slaves.

Note du traducteur.

françaises, et ces armées ont commis en quelques jours plus de crimes et de forfaits que les troupes allemandes pendant toute la durée de la guerre. Aujourd'hui toute armée qu'elle soit nationale ou étrangère est hostile au prolétariat, et les ouvriers français le savent; aussi leur prise d'armes n'était pas une prise d'armes patriotique.

Le soulèvement de la Commune de Paris fait par les ouvriers parisiens, en présence des armées allemandes, contre l'assemblée populaire de Versailles et le sauveur de la patrie, M. Thiers, démontre et explique cette unique passion qui met encore aujourd'hui en mouvement le prolétariat français qui n'a maintenant d'autre tâche, d'autre but, d'autre guerre, que la tâche, le but, et la guerre des révolutionnaires socialistes.

D'autre part, cela explique ce délire furibond qui s'empara du cœur des gouverneurs et des députés versaillais, ainsi que les crimes inouïs qui ont été commis sous leur direction et avec leur approbation sur les communards vaincus. En fait, au point de vue du patriotisme gouvernemental, les ouvriers parisiens ont commis un crime horrible: en présence des armées allemandes qui entouraient Paris, et qui venaient à peine de dévaster le sol de la patrie; qui avaient réduit en cendres la puissance et la grandeur nationale; qui avaient frappé droit au cœur l'honneur national; eux, ces ouvriers parisiens agités par cette passion étrange du cosmopolitisme socialiste révolutionnaire, proclamèrent la destruction définitive du gouvernement français, la dissolution de l'unité gouvernementale française, de cette France incompatible avec l'autonomie des communes des Francs. Les allemands avaient seulement diminué les frontières et la force de la patrie politique, eux, ils voulaient la tuer complètement, et comme s'ils voulaient dévoiler ce but perfide ils ont renversé la colonne Vendôme, ce témoin de la gloire française passée!

Au point de vue politico-patriotique, quel crime pouvait être comparé avec un pareil sacrilège? Et rappelez-vous que le prolétariat français commit ce sacrilège, non pas fortuitement, non pas sous l'influence de quelques démagogues, non dans un de ces moments d'entraînement insensé qu'on rencontre souvent dans l'histoire des peuples, et surtout du peuple français. Cette négation par le fait, du patriotisme gouvernemental, a été l'expression non pas d'une passion passagère, mais d'une passion populaire profonde, parfaitement méditée, transformée déjà en conscience populaire, qui ouvrit tout à coup aux yeux du monde effrayé, un abîme sans fond prêt à engloutir l'ordre social actuel tout entier, avec toutes ses institutions, son confort, ses privilèges et sa civilisation toute entière.

Ici ce fait se montre avec une clarté aussi effrayante qu'incontestable, que désormais entre le prolétariat sauvage et affamé, agité par la passion socialiste révolutionnaire, tendant sans cesse à la formation d'un monde nouveau ayant pour bases la vérité humaine, la justice, la liberté, l'égalité, la fraternité, (principes tolérés dans le monde convenable comme sujet inoffensif d'exercices réthoriques) et le monde des classes rassasiées, civilisées, privilégiées, défendant avec l'énergie du désespoir l'ordre gouvernemental, juridique, métaphysique, théologique, militaire, policier, cette dernière forteresse qui protège le précieux privilège de l'exploitation économique, — qu'entre ces deux mondes, dis-je, entre le peuple travailleur et la société civilisée qui réunit en elle, comme chacun sait, toutes les qualités possibles, toutes les beautés, et toutes les vertus, qu'entre ces deux classes aucune conciliation n'est possible.

La guerre à mort! Et ce n'est pas en France seulement mais dans toute l'Europe

que cette guerre se terminera par la victoire définitive de l'une des parties et la défaite complète de l'autre.

Ou ce sera le monde bourgeois civilisé qui domptera et asservira l'élément populaire révolté: alors, il forcera, avec l'aide des bayonnettes, du knout ou du bâton, bénis sans doute par un Dieu quelconque, expliqués raisonnablement par une science quelconque, les masses travailleuses à travailler comme auparavant et cela amènera le rétablissement complet du gouvernement dans sa forme la plus franche, la seule possible aujourd'hui, c'est-à-dire dans la forme militaire ou césarienne. Ou, les masses travailleuses se débarrasseront définitivement du joug insupportable qui pèsent sur elles depuis des siècles, et détruiront dans sa racine l'exploitation bourgeoise et la civilisation bourgeoise qui est fondée sur cette exploitation; alors ce sera le triomphe de la révolution sociale, la destruction de tout ce qui a nom gouvernementalisme.

Ainsi, le gouvernement d'un côté et la révolution sociale de l'autre — voici deux pôles dont l'antagonisme fait le point important de la véritable vie publique de l'Europe entière. En France, la chose est encore plus palpable que dans les autres pays.

Le monde gouvernemental, qui comprend toute la bourgeoisie, y compris nécessairement la noblesse qui est devenue bourgeoise, a trouvé son centre, sa dernière défense, et son dernier asile, à Versailles. La révolution sociale qui a essuyé une énorme défaite à Paris, mais qui n'est ni écrasée, ni définitivement vaincue, embrasse aujourd'hui comme avant, tout le prolétariat des fabriques et des villes, et commence déjà grâce à une propagande infatigable à pénétrer parmi les habitants des campagnes (c'est au moins le cas dans le midi de la France où cette propagande est menée sur une grande échelle). Tel est cet antagonisme de deux mondes désormais irréconciliables qui est la deuxième cause en raison de laquelle il est impossible à la France de redevenir un empire de premier rang et de rattraper sa prépondérance.

Toutes les couches privilégiées de la société française voudraient naturellement rendre à leur patrie une situation brillante et majestueuse. Mais, en même temps elles sont si profondément pénétrées de la passion de cupidité, du désir de s'enrichir coûte que coûte, et d'un égoïsme anti-patriotique, que pour dire vrai, elles sont prêtes pour la réalisation de leur but patriotique à faire le sacrifice... du bien être, de la vie et de la liberté du prolétariat! Quant à leurs avantages, à leurs privilèges, elles ne renonceront à aucun, et se soumettraient plutôt à porter le joug de l'étranger que de céder leurs propriétés ou de consentir à l'égalisation des biens et des droits.

Tout ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux nous le confirme complètement. Lorsque le gouvernement de M. Thiers annonça officiellement à l'assemblée de Versailles la conclusion du traité définitif avec le cabinet de Berlin, traité d'après lequel les armées allemandes devaient évacuer au mois de septembre les provinces françaises qu'elles occupaient encore, les membres de la majorité versaillaise qui représentait la coalition des classes françaises privilégiées, baissèrent la tête avec tristesse. Les fonds français, ces représentants efficaces des intérêts bourgeois, tombèrent comme après une catastrophe gouvernementale. Il était donc évident que la présence exécrable, forcée, ignominieuse, de l'armée allemande triomphante était pour les patriotes privilégiés français, un représentant de la vaillance bourgeoise, de la civilisation bourgeoise, était une consolation, un appui, un salut, et que son éloignement prochain équivalait à une condamnation à mort.

(A suivre.)